

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GPA/W/60

24 octobre 1997

(97-4662)

Comité des marchés publics

Original: anglais

MODIFICATIONS DE L'APPENDICE I CONCERNANT LE JAPON

Notification du Japon au titre de l'article XXIV:6 a)

Le Secrétariat a reçu, le 20 octobre 1997, la notification ci-après de la Mission permanente du Japon, qui lui a demandé de la distribuer aux Parties à l'Accord sur les marchés publics (1994). Conformément à l'article XXIV:6 a), toute Partie ayant une objection au sujet des modifications proposées est invitée à en informer le Secrétariat dans un délai de 30 jours à compter de la date de distribution du présent document.¹

Conformément à l'article XXIV, paragraphe 6 a), de l'Accord sur les marchés publics, le gouvernement japonais souhaite notifier au Comité des marchés publics la rectification de pure forme ou mineure ci-après se rapportant aux Listes qui figurent à l'Annexe 3 de l'Appendice I concernant le Japon de l'Accord sur les marchés publics:

- | | | |
|------------|----|--|
| Supprimer: | "- | Maritime Credit Corporation (e)" et |
| | "- | Rail Development Fund" des "Liste des entités" et "Liste des entités qui passent des marchés portant sur les services spécifiés à l'Annexe 4", respectivement. |
| Ajouter: | "- | Corporation for Advanced Transport & Technology (e)" dans chacune des listes susmentionnées. |

Cette rectification résulte du fait que la "Maritime Credit Corporation" et le "Rail Development Fund" ont été fusionnés pour constituer la "Corporation for Advanced Transport & Technology" depuis le 1er octobre 1997, et ne modifie pas le champ d'application qui a été convenu entre les Parties à l'Accord sur les marchés publics.

¹L'article XXIV:6 a) dispose ce qui suit: "S'ils sont de pure forme ou mineurs, les rectifications, transferts ou autres modifications prendront effet à la condition qu'aucune objection n'ait été faite dans un délai de 30 jours. Dans les autres cas, le Président du Comité convoquera le Comité dans les moindres délais. Le Comité examinera la proposition et toute demande d'ajustements compensatoires, afin de préserver l'équilibre des droits et des obligations et de maintenir le champ d'application mutuellement convenu du présent accord à un niveau comparable à son niveau antérieur à la notification. S'il n'est pas possible d'arriver à un accord, la question pourra être traitée ensuite selon les dispositions de l'article XXII".